Entente Canada-Québec sur l'identification d'un destinataire désigné, au Québec, pour la collecte de renseignements prévus au Règlement sur la surveillance de l'aide médicale à mourir

ENTRE : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA** (ci-après « le gouvernement du Canada » ou « le Canada »), représentée par la ministre de la Santé (ci-après « la ministre fédérale »), représentée par le sous-ministre de la Santé

- et -

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux, représentée par le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux, et la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, représentée par le secrétaire général associé aux Relations canadiennes (ci-après « le Québec »)

APPELÉS collectivement « les parties ».

ATTENDU QUE le Règlement sur la surveillance de l'aide médicale à mourir (DORS/2018-166) édicté par la ministre fédérale est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2018;

ATTENDU QUE ce règlement prévoit la fourniture à la ministre fédérale, par certains professionnels, de divers renseignements relatifs aux demandes d'aide médicale à mourir ou à la prestation de celle-ci;

ATTENDU QUE la ministre fédérale est désignée à titre de destinataire des renseignements pour l'application des paragraphes 241.31(1) et (2) du Code criminel et en vertu du paragraphe 2(1) de ce règlement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 241.31 (3) a) iii) du Code criminel, la ministre fédérale peut désigner une personne à titre de destinataire, pour la collecte de ces renseignements requis à des fins de surveillance de l'aide médicale à mourir;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1 de l'article 241.31 du Code criminel, le médecin qui reçoit une demande écrite d'aide médicale à mourir doit, en conformité avec un règlement pris en vertu de cet article, fournir les renseignements qui y sont exigés à la personne qui y est désignée à titre de destinataire;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2 de l'article 241.31 du Code criminel, le pharmacien qui délivre une substance dans le cadre de la prestation de l'aide médicale à mourir doit, en conformité avec un règlement pris en vertu de cet article, fournir les renseignements qui y sont exigés à la personne qui y est désignée à titre de destinataire;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (RLRQ, chapitre M-19.2), le gouvernement du Québec nomme un sous-ministre de la Santé et des Services sociaux, qui exerce notamment les pouvoirs qui lui sont assignés par le gouvernement;

ATTENDU QUE le Québec souhaite que le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux soit désigné à titre de destinataire responsable, au Québec, de la collecte des renseignements prévus au Règlement sur la surveillance de l'aide médicale à mourir;

ATTENDU QUE la conclusion d'une entente est nécessaire afin d'identifier le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux comme s'il était destinataire désigné, au Québec, des renseignements prévus au Règlement sur la surveillance de l'aide médicale à mourir, durant la période menant à la modification du règlement (ci-après « période transitoire ») et afin d'établir les conditions relatives au maintien de cette désignation suite à la modification réglementaire.

PAR CONSÉQUENT, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Le gouvernement du Canada s'engage, dans la mesure où toutes les conditions énoncées à l'article 3 de cette entente sont satisfaites, à entreprendre les démarches nécessaires pour modifier le Règlement sur la surveillance de l'aide médicale à mourir (DORS/2018-166) afin de désigner le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux

comme destinataire, au Québec, des renseignements prévus au Règlement sur la surveillance de l'aide médicale à mourir;

2. Dans la mesure où toutes les conditions énoncées à l'article 3 sont satisfaites, la ministre fédérale accepte d'identifier, pour la période transitoire, le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, comme s'il était le destinataire désigné en application de l'article 241.31 (3) a) iii) du Code criminel, des renseignements à fournir par le médecin qui reçoit une demande écrite d'aide médicale à mourir au Québec ou par le pharmacien qui délivre une substance dans le cadre de la prestation de l'aide médicale à mourir au Québec.
3. Le Québec consent à respecter les obligations suivantes :
 - (1) communiquer aux médecins et aux pharmaciens que la transmission de données est obligatoire en vertu du règlement fédéral et conformément au Code criminel;
 - (2) recevoir les données requises dans le règlement fédéral des médecins et des pharmaciens conformément au règlement afin d'assurer la cohérence des informations et la comparaison des données. Les questions, ainsi que les réponses possibles (incluant les menus déroulants) s'il y a lieu, doivent être formulées d'une manière acceptable pour Santé Canada et pour le MSSS;
 - (3) effectuer un suivi directement auprès des médecins et des pharmaciens en cas de transmission de données manquantes ou incomplètes;
 - (4) fournir les données à Santé Canada dans un format électronique, au niveau de chaque cas individuel. Cela peut être fait en saisissant les cas individuels dans le portail canadien de collecte de données relatives à l'aide médicale à mourir (AMM), ou en remplissant le gabarit préparé par Statistique Canada en format Excel et contenant tous les renseignements sur les cas individuels;
 - (5) fournir les données à Santé Canada, chaque trimestre, dans leur intégralité, dans un délai de 30 jours suivant la fin de chaque trimestre (le premier trimestre inclut les mois de novembre et décembre 2018. Après cette période, les trimestres commenceront le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet ou le 1^{er} octobre);
 - (6) reconnaître que les données fournies à Santé Canada seront également mises à la disposition de Statistique Canada, aux fins d'analyse et de recherche statistiques en vertu de la Loi sur la statistique;
 - (7) travailler en collaboration avec Santé Canada au sujet de l'élaboration de son système de collecte de données sur l'AMM, afin de résoudre tout problème émergent; et
 - (8) commencer la collecte de l'ensemble des données requises pour toutes demandes écrites reçues ou substances délivrées après le moment de l'entrée en vigueur du règlement fédéral le 1^{er} novembre 2018.
4. Lorsque la période transitoire prendra fin et que le règlement aura été modifié pour que le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec soit désigné à titre de destinataire des renseignements à fournir par le médecin qui reçoit une demande écrite d'aide médicale à mourir au Québec ou par le pharmacien qui délivre une substance dans le cadre de la prestation de l'aide médicale à mourir au Québec en application de l'article 241.31 (3) a) iii) du Code criminel, le Québec continuera de respecter les obligations énoncées à l'article 3.
5. Si des modifications aux dispositions législatives et réglementaires du Québec permettent à la Commission sur les soins de fin de vie d'être désignée comme destinataire désigné en application de l'article 241.31 (3) a) iii) du Code criminel, le Canada s'engage à entreprendre les démarches nécessaires pour modifier le Règlement sur la surveillance de l'aide médicale à mourir (DORS/2018-166) pour la désigner à titre de destinataire sur demande du Québec.

6. Dans le cas où les renseignements ne sont pas fournis de manière exhaustive et en temps opportun, le Canada se réserve le droit de modifier le destinataire désigné par une modification réglementaire.

GOUVERNEMENT DU CANADA :

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC :

Simon Kennedy, sous-ministre
Santé Canada

Yvan Gendron, sous-ministre
Ministère de la Santé et des Services
sociaux

Date

Date

**Jean-Stéphane Bernard, secrétaire
général associé**
Secrétariat du Québec aux relations
canadiennes

Date